

JEUDI 7 JUILLET 2011

RÉUNION DU GROUPE-PAYS ÉTATS-UNIS

Coprésidence de séance : **Olivia TAMBOU**, *adjointe au maire à la ville d'Angers, déléguée aux relations internationales et au rayonnement, représentant Roland RIES, sénateur-maire de Strasbourg et président du groupe-pays États-Unis*

« Quand il y a une volonté politique côté français, et une société civile répondante aux États-Unis, on peut mettre en place des projets constructifs. »

Le groupe-pays États -Unis a été créé en juin 2005 et est présidé par Roland RIES, depuis 2008. Une délégation composée de Cités Unies France, de l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF), du Groupement des autorités responsables de transport (GART) et la Fédération nationale des entreprises publiques locales (FNEPL), est partie aux États-Unis pour trouver des pistes de partenariats de coopération décentralisée.

À travers des rencontres d'associations homologues, notamment la Conférence des maires américains, la Ligue nationale des villes et collectivités, l'Association « *Sister Cities* », et l'Association nationale de transport public, on a assisté à une véritable volonté de développer des coopérations.

Le nouveau partenariat entre Angers et Austin est une bonne illustration des liens qui se tissent entre les deux pays. Il est parti de l'engagement politique du maire d'Angers, Jean-Claude Antonini, très attaché à développer une coopération avec une ville des États-Unis.

Pour cette coopération, il fallait trouver une ville universitaire, ouverte à l'international, intéressée par la France.

Austin était la candidate idéale, notamment à travers le Campus de Saint-Edouard d'Austin localisé à Angers, et l'intérêt des acteurs de l'agglomération d'Angers.

Cette coopération s'est appuyée sur la création de comités de jumelages, pilotés par la ville du côté d'Angers, et par la société civile du côté d'Austin (membres francophones, entreprises, cabinet d'avocats).

Les champs d'action portent sur le système de transport public très développé dans les deux villes (RER spécifique aux banlieues à Austin, projet de tramway à Angers), le développement durable et les économies d'énergies, la coopération universitaire et les actions culturelles (le festival South by South-West à Austin et du côté d'Angers, le festival Premier Plan, et la salle de musique actuelle, Le Chabada).

Aujourd'hui, la coopération s'oriente dans le domaine de l'éducation, notamment à travers l'apprentissage de l'anglais dans les écoles primaires à Angers, la mise en place d'un projet de jumelage de lycées et des échanges entre les classes de CM1 et CM2 de deux écoles.

Coprésident : **Clarence ANTHONY**, *secrétaire général de CGLU par intérim, ancien maire de South Bay, FL, États-Unis, ancien président de la Ligue des villes américaines (National League of Cities)*

Quel que soit la ville ou le pays, les collectivités locales partagent les mêmes problématiques, que ce soit l'environnement, l'habitat, l'économie, d'où l'intérêt d'établir des liens.

Presque 51 % de la population mondiale habite aujourd'hui dans les villes. D'ici 2005 près de 70 % des habitants vivront dans les villes selon les démographes. La croissance aura surtout lieu dans les marchés émergents, comme l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique du Sud, alors que dans les pays américains et européens, elle sera plus ralentie. Ceci donne un point en commun très fort pour que les collectivités françaises et américaines travaillent conjointement.

Aujourd'hui, plus de 35 % des dirigeants américains estiment qu'il y a besoin d'investissement dans les infrastructures, 51 % disent que la valeur immobilière s'est appauvrie et 57 % pensent qu'il faut travailler sur le développement durable et l'environnement. Du côté, des populations, 83 % pensent que les échanges internationaux sont primordiaux.

L'autre problématique importante est celle des transports. Cependant, les fonds du gouvernement américain n'ont pas été transférés aux autorités locales, c'est pourquoi on remarque que dans les villes américaines, le développement des transports est minimal.

Austin, par exemple, est très développée au niveau de l'environnement, mais moins au niveau des transports, champ dans lequel les villes américaines attendent beaucoup de la coopération décentralisée avec la France.

Les échanges qui se mettent en place entre Miami et Marseille concernant l'intégration (le travail, la formation) pour l'insertion des populations immigrées sont intéressants.

Au niveau national, le président Obama fait des efforts pour stimuler les investissements dans les projets locaux, le but étant de créer de l'emploi, et de propulser l'économie. Dans certains États, ce programme a marché, mais pas partout. On note également qu'il a permis de développer l'emploi privé, mais les résultats sont plus compliqués dans l'emploi public.

Bien qu'il y ait moins d'investissement à l'international des villes américaines qu'en France, notamment en raison du regard négatif des populations sur les voyages des élus, l'État américain commence à se rendre compte de l'importance des échanges internationaux, notamment sur ses retombées sur le plan commercial.

Aline MANDEIX-MARTIN, *chargée de mission coopération décentralisée, dossier Moyen-Orient, Amérique, francophonie, direction des relations internationales et européennes de la ville de Marseille*

La ville de Marseille est en train de construire un projet de jumelage avec les États-Unis et Miami semble être la ville la plus intéressante pour cette coopération. Cette intention est née d'une volonté politique forte du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, qui souhaite établir un partenariat avec une ville des États-Unis.

Bien que la ville de Marseille ait déjà treize jumelages, et une vingtaine d'accords de coopération décentralisée, elle reste dépourvue de partenariats sur le continent américain.

La ville de Marseille a donc fait appel au consul général des États-Unis basé à Marseille avec qui la ville entretient des relations régulières. Le consulat a donc accompagné la ville dans la recherche de partenariat, et ce à l'époque de la création du groupe-pays États-Unis de Cités Unies France, qui a aussi permis d'établir des contacts avec des villes américaines.

Les premières orientations du consulat avaient porté sur la ville de San Diego, pour des raisons qui n'étaient pas jugées pertinentes par nos dirigeants, en raison de l'éloignement important des deux villes, de la position de ville portuaire militaire de San Diego, et des pôles de compétitivités qui n'étaient pas les mêmes.

Aujourd'hui, le questionnement porte sur le choix entre la ville de Miami et le département de Miami-Dade County, afin de trouver l'échelle la plus juste en fonction de la répartition des compétences, pour l'établissement d'un jumelage.

Actuellement, la ville de Marseille étudie cette proposition avec Cités Unies France, l'ambassadeur des États-Unis, et le consulat général de France à Miami. Cependant, à ce jour, aucun contact n'a été noué, ni avec la ville, ni avec le département de Miami.

Les thèmes de coopérations que Marseille voudrait aborder sont multiples.

Il y a tout d'abord l'activité portuaire, de commerce et de croisière. Miami est la ville portuaire la plus importante au monde en termes de croisiéristes, ce qui entre en écho avec l'objectif de 1 million de passagers en croisière à Marseille pour l'année 2011, la ville souhaitant fortement accroître les fonctions de tourisme de son port.

Ensuite, l'immigration et l'intégration pourraient être des sujets intéressants dans cette coopération. Miami et ses liens avec l'Amérique latine d'un côté, et Marseille avec son ouverture sur la Méditerranée de l'autre. Marseille a souvent réussi à traverser les perturbations liées à l'immigration mieux que d'autres villes, la ville serait ainsi intéressée d'échanger avec Miami pour voir comment cette problématique est traitée. Par ailleurs, l'antenne de l'Organisation internationale des migrations (OIM), qui dispose également d'un bureau à Miami, pourrait permettre de faire le lien.

Le thème de la culture est aussi pertinent, notamment dans la perspective de 2013 où Marseille sera capitale européenne de la culture, alors que Miami est une capitale mondiale de l'art visuel. Enfin, plus succinctement, la francophonie par la présence d'une communauté haïtienne francophone à Miami, ou encore les relations économiques et les transports.

Len OLENDER, *membre honoraire du conseil d'administration de l'Association américaine des jumelages et des coopérations décentralisées Sister Cities International*

« Aujourd'hui, on voit des bénévoles de Sister Cities International partout dans le monde. »

Les villes d'Aspen dans le Colorado et de Chamonix étaient dans des dynamiques similaires pour le tourisme dans leurs stations de ski respectives, le jumelage est donc apparu comme une bonne solution pour échanger sur nos pratiques en termes de tourisme.

Aspen entreprend aujourd'hui des coopérations avec Garmish-Partenkirchen, Chamonix, Davos, Queenstown (Nouvelle-Zélande) et Shimukappu (Japon).

À travers *Sister Cities International*, qui est un véritable opérateur d'échange, les membres peuvent se rencontrer tous les deux ans pour parler des problèmes rencontrés et des réussites.

Sister Cities International n'est pas un groupe gouvernemental, mais dans les domaines de la culture, du sport et du tourisme, elle dispose d'une expertise réelle.

Durant les vingt dernières années, Aspen et Chamonix ont échangé 2 000 skieurs, et aujourd'hui des gens d'Aspen vivent à Chamonix et vice versa.

L'aide de *Sister Cities International* face à l'absence du gouvernement comme point d'appui dans l'engagement international est important. Aujourd'hui, il y a plus de 600 villes jumelées aux USA, intervenant dans cent trente-quatre pays, avec l'appui de 15 000 bénévoles qui dirigent ces programmes conjoints.

Pour établir des relations longues, il est important de se baser sur des relations inter-personnes fortes, avec des pays et des villes que l'on connaît.

Aujourd'hui, avec *Sister Cities International*, la plupart des villes ont une approche triangulaire, comme Aspen et Chamonix qui sont engagées dans des actions avec un village en Afrique, dans le domaine du tourisme. L'approche tripartite est véritablement pertinente.

TROIS IDÉES CLEFS

- Les perspectives de croissances limitées dans les pays du nord sont un point commun qui doit encourager les coopérations décentralisées entre la France et les États-Unis.
- Les villes françaises devraient se rapprocher de l'Association *Sister Cities* qui est un très bon outil pour accompagner les coopérations décentralisées.
- Les transports, l'environnement et le développement durable sont des problématiques qui peuvent intéresser les collectivités américaines dans le cadre de partenariats de coopération décentralisée.